

Défendre les services publics

Le gouvernement annonce un plan de suppression de 120 000 postes de fonctionnaires.

- ✓ Y-a-t-il trop de fonctionnaires, alors que les salariés des EPHAD ont lancé un mouvement de grève inédit et massif, réunissant à la fois personnels, directions et usagers pour exiger de la dignité non seulement pour leur travail, mais principalement pour les personnes âgées qu'ils accueillent. En France, on ne compte qu'un agent pour dix patients, contre un pour un dans les pays scandinaves.
- ✓ Y a-t-il trop de fonctionnaires quand les hôpitaux manquent de médecins, d'infirmières, d'aide-soignantes ?
- ✓ Y-a-t-il encore trop de fonctionnaires, lorsque les personnels de la pénitencière sont en grève pendant plus de 12 jours pour exiger de meilleures conditions de travail et la reconnaissance des classifications. Revendications permettant d'accroître les chances de réinsertion pour les détenus et une meilleure assurance de sécurité pour tous.
- ✓ Y-a-t-il toujours trop de fonctionnaires, dès lors que le nombre d'enseignants est en chute libre dans le budget 2018, que la fermeture de classes et l'absence de cours pour les élèves se multiplient sur l'ensemble du territoire. Quel avenir pour notre jeunesse si ce n'est aller à l'encontre de leur émancipation individuelle, de la réussite collective et économique du pays ?



Les services publics sont notre bien commun à destination de tous les citoyens, sans distinction sociale ni géographique. Les services publics sont garants de solidarité, d'équité, d'égalité d'accès et de traitement pour tous, ils favorisent le lien social.

Enquête après sondage, la population plébiscite les services publics et ses missions. Ils sont 75% à vouloir plus de proximité et de fonctionnaires notamment dans les zones rurales défavorisées.

Pour gagner cette exigence, la faire partager, la CGT a lancé une campagne « services publics partout pour tous » qui doit mettre en avant de façon incontestable le nombre de fonctionnaires dont le pays a besoin et servir d'appui à des projets de développement de services publics au-delà des luttes actuelles pour maintenir établissements hospitaliers, services et administrations.

Le 30 janvier avec le personnel des EHPAD



Notre section a participé à la première journée nationale et unitaire d'action des salariés des maisons de retraite en se joignant à la manifestation départementale à Besançon.

Cette journée a connu un véritable succès avec, au niveau national plus d'un tiers de grévistes dans les EHPAD, des manifestations dans de nombreuses villes ou parfois de simples rassemblements devant les maisons de retraite, (parce que l'on ne peut pas abandonner les résidents pour aller manifester).

Cette action a été fortement médiatisée :

- Parce que chacun est concerné. Pour des proches aujourd'hui ou pour soi-même demain. Personne ne peut se croire à l'abri du vieillissement, de la perte d'autonomie. Même si on aimerait parfois ne pas y penser, il faut regarder la réalité en face et se poser les questions du maintien à domicile, de la prise en charge de la dépendance, des maisons de retraite, de leur financement, et du choix de la fin de vie.
- Parce que la situation actuelle est choquante. Mise au grand jour grâce à la grève des Opalines, et confirmée par les nombreux témoignages dans la presse, la maltraitance institutionnelle est un phénomène qui s'étend avec le sous-effectif et les logiques de rentabilité financière.
- Parce que les 50 millions € de rallonge budgétaire annoncés la veille par la ministre Mme Buzyn sont apparus comme une simple manœuvre politique, bien éloignée des moyens à mettre en œuvre pour solutionner les problèmes.
- Parce qu'il s'agissait d'une journée unitaire avec l'ensemble des organisations syndicales, y compris l'association de directeurs d'établissements.

L'an dernier, en soutenant la grève pourtant éloignée des Opalines de Foucherans, nous n'imaginions pas que le succès auquel nous avons apporté notre modeste contribution permettrait ce mouvement général et ouvrirait le débat dans toute la société. Nous avons bien l'intention de poursuivre pour que demain, les anciens puissent vieillir dans la dignité.



Anniversaire de mai 68 : Ça se prépare !

Le groupe de préparation est en train de finaliser les différents projets :



L'union locale prévoit d'ouvrir les festivités par un repas-dansant samedi 28 avril. Réserver votre soirée !

L'expo sera présentée dans plusieurs communes : les panneaux devraient être accompagné d'un système d'audioguide afin de la compléter et la « sonoriser ».

Le « feuilleton », courte histoire romancée des événements vus par un jeune couple de notre région, a intéressé un éditeur parisien et devrait être publié au niveau national sous la forme d'un petit livret.

La projection de film, le débat avec un historien, le concert doivent permettre de s'adresser à un large public.

La journée du 11 juin réunira, toute la journée, les syndiqués de toutes générations et nous espérons la présence d'un dirigeant national de la CGT.

Jeudi 1^{er} mars au Foyer municipal d'Audincourt Assemblée Générale annuelle

L'Assemblée générale annuelle est un moment de convivialité où nous sommes heureux de nous retrouver, que nous participions ou non à l'activité quotidienne de notre section syndicale.

C'est l'occasion :

- ✓ De faire le point sur le fonctionnement de notre section et les moyens de l'améliorer encore.
- ✓ D'échanger sur ce que nous avons fait, les actions que nous avons menées et sur nos priorités pour l'année qui vient.

De nombreux sujets sont déjà au menu : Le niveau de nos pensions, la future réforme des retraites, la question des services publics de proximité, la désertification médicale, la situation à l'hôpital...

Sans oublier, notre place dans l'action plus générale du monde du travail pour résister à la régression et tracer ensemble des perspectives de progrès social.



Et bien sûr, tous les autres thèmes que vous souhaitez aborder

Nos invités (CGT de l'hôpital, retraités CGT de Besançon, l'association des victimes de l'amiante et de maladies professionnelles, ...) apporteront leur contribution aux débats.

Enfin, l'AG est l'occasion d'élire le collectif d'animation de la section, son secrétaire et son trésorier.

Rappel

Si vous ne l'avez pas encore fait, n'oubliez pas de renvoyer le petit questionnaire annuel que nous vous avons adressé avec le Courrier des retraités de janvier. Si vous l'avez égaré, passez un petit coup de fil à Bérénice (03 81 94 25 90).

Modalités pratiques : Accueil à 8 H 15. Débats de 8H30 à 12H30 suivis du repas fraternel (12 €)
Apéro, Terrine de canard, Rondin de veau aux girolles, Fromage, Dessert

Jeudi 15 mars

Dans la rue contre la CSG et pour le pouvoir d'achat

Les retraités découvrent ces jours-ci sur le versement CARSAT, le montant de l'amputation liée à la CSG, qui s'ajoute à la perte constatée en janvier sur la retraite complémentaire.

Parmi ceux qui se croyaient à l'abri avec leur petite retraite certains découvrent qu'ils sont aussi impactés car le calcul dépend, non du montant de la pension mais du revenu fiscal du ménage.

En même temps nous subissons la hausse des carburants, péages, timbres, gaz, cigarettes, forfait hospitalier, mutuelles ...

Le groupe des 9 organisations de retraités CGT, FO, CFTC, CFE/CGC, FSU, Solidaires, UNRPA, FGR-FP, LSR, ont décidé de poursuivre la mobilisation contre la hausse de la CSG, pour l'augmentation des pensions et du pouvoir d'achat jeudi 15 mars. Date à retenir !



Du côté du groupe PSA et de Sochaux

Sochaux : La casse de l'emploi n'est pas une fatalité !

Ruptures conventionnelles collectives

Le mois dernier, l'Est Républicain n'a pas eu de mots assez durs pour dénoncer l'attitude rétrograde de la CGT, seul syndicat qui refusait d'applaudir à la mise en place des « ruptures conventionnelles collectives », qui allait enfin permettre à PSA de « licencier plus pour embaucher plus ».

Aujourd'hui les chiffres sont tombés :

➔ A Sochaux, le plan prévoit, pour 2018, 72 embauches et ... 305 départs. Soit 233 suppressions d'emplois supplémentaires. Les applaudissements sont-ils toujours de mise ?

Peut-être la direction PSA rajoutera-t-elle une pincée d'embauches dans les prochains mois pour permettre aux élus « En Marche » de se faire mousser et aux syndicats-maison d'avoir l'air moins cons.

Mais, avec ce plan, les 2400 intérimaires de Sochaux n'ont pas fini d'attendre un CDI et le Pays de Montbéliard voit son avenir se rétrécir encore plus.



Sochaux 2022

Lors de l'annonce du plan Sochaux 2022, et à contre-courant, notre syndicat avait mis en garde sur les conséquences en matière d'emplois.

Aujourd'hui, les autres syndicats reconnaissent que 2000 emplois pourraient disparaître dans cette « modernisation » !

La CGT revendique que les gains de productivité attendus avec le nouvel emboutissage et le passage de 2 chaînes de montage à une seule, soient compensés par une amélioration des conditions de travail et une baisse du temps de travail à 32 heures :

- ✓ pour retrouver du temps de repos, pour la famille, les loisirs, la culture,
- ✓ pour se réapproprier une part des richesses créées,
- ✓ pour donner un CDI à ceux qui en sont privés.

Malgré un résultat mitigé, l'action des métallos allemands pour la semaine de 28 heures a eu le mérite de reposer la question de la réduction du temps de travail.

STPI : le succès de la solidarité

La direction de STPI (entreprise qui fait du nettoyage et gère les emballages vides sur le site de Sochaux) a instauré une prime de présence.

La CGT qui n'est pas favorable à ce genre de prime, a dénoncé qu'au surplus, les intérimaires en étaient exclus. Il a fallu une intervention auprès

de l'Inspection du travail pour faire respecter le principe « A travail égal, salaire égal ». Grâce à la CGT les intérimaires de STPI ont touché un rappel de salaire de 80 € sur la paie de janvier.

Un petit succès qui fait toujours plaisir et qui prouve la solidarité entre embauchés et précaires !

Vie syndicale

Damien GEOFFROY a été élu membre du secrétariat du syndicat en remplacement de Patrick

Poirot qui a fini sa vie professionnelle. Nous remercions Patrick pour son engagement syndical.

A noter sur votre agenda

- **Jeudi 22 février : Réunion du collectif-retraités**
à 14H salle au-dessus du syndicat, 3 rue de Pontarlier à Sochaux.
Tous les syndiqués sont les bienvenus.
- **Jeudi 1^{er} mars : Assemblée Générale annuelle**
De 8H15 à 12H30 au Foyer municipal d'Audincourt
N'oubliez pas de vous inscrire en renvoyant le questionnaire
Ou en appelant Bérénice au 03 81 94 25 90
- **Jeudi 15 mars : Journée d'action pour nos retraites**
Les modalités restent à définir. Réservez cette date !

